REPUBLIQUE DU BURUNDI **Bujumbura, le .8./.8./ 2012**



MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

N/Réf. :540/2072/2012

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les Assurances de ma plus Haute Considération

A Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République, avec les Assurances de ma Très Haute Considération.

à

BUJUMBURA.

Objet : Transmission du Rapport d'activités du Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique pour le 1er semestre 2012 (MFPDE)

Excellence Monsieur le Deuxième Vice-président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe à la présente, le rapport d'activités du MFPDE pour le premier semestre 2012.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Deuxième Vice-président,** l'assurance de ma très haute considération.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Hon. Tabu Abdallah MANIRAKIZA

P.O. Secrétaire Permanent

REPUBLIQUE DU BURUNDI
Cabinet du Ministre
Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique

CPI à :
- Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement

B.P. 1830 Bujumbura Tél : 257 22 3988- 257 222775 E-mail :www .finances .gov .bi,Email :finances@finances.gov.bi

Table des matières.





REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

RAPPORT SEMESTRIEL 2012 DU MINISTERE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Par Décret n°100/267 du 7 Novembre 2011 portant nomination de certains membres du Gouvernement du Burundi, les ex-Ministères des Finances et celui de la Planification et du Développement Communal ont été fusionnés en un Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique.

I. MISSIONS DU MINISTERE

Le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique a pour vocation de promouvoir la croissance économique et sociale du Pays à travers principalement :

1. La planification macroéconomique ;
2. La mobilisation des ressources intérieures et extérieures du pays pour financer les politiques publiques à travers la conception et l'exécution du budget tant de fonctionnement que d'investissement. Il convient de rappeler que le budget est une traduction financière des politiques publiques.

Le projet de décret portant organisation et fonctionnement du MFPDE a été analysé par Conseil des Ministres le 20/6/ 2012. Et actuellement le projet est entrain d'être corrigé pour tenir compte des recommandations du Conseil des Ministres et fera objet de réanalyse dans l'une des prochaines réunions de ce dernier.



II. LES GRANDES REALISATIONS DU MINISTERE POUR LE PREMIER SEMESTRE 2012

II.1. Direction Générale de la Planification et de la prospective

A) Activités déjà réalisés

- La finalisation du rapport de l'enquête pilote sur la main d'œuvre ;
- L'élaboration de la lettre de politique de renforcement des capacités au Burundi ;
- Le toilettage des fiches qui aideront le consultant à déterminer les indicateurs qui vont figurer dans la base de données;
- L'organisation d'un atelier d'harmonisation de fiches de collectes de données pour la base de données socio -économique;
- L'organisation d'un atelier de formation sur les outils de planification participative (MARP et PIPO) ;
- Le cadrage macroéconomique 2013- 2015 et le CDMT central avaient étés rédigés et finalisés avec fin mai 2012.

NB. Ce document a été réajusté suite à la révision budgétaire récemment promulgué.

- La participation dans la production des projections démographiques à base de données du RGPH 2008 couvrant la période de 2008-2030 ;
- L'alimentation d'une base de données de l'EAC en statistiques socio –démographiques pour l'année 2011. Cette alimentation se fait toutes les années et cette activité a commencé depuis 2009 ;
- L'actualisation des Plans Communaux de Développement Communautaire(PCDC). Les activités réalisées sont :
  - Elaboration des TDRs pour l'actualisation du Guide Pratique ;
  - Elaboration du Guide d'entretien pour les ateliers régionaux et national ;



- Recrutement du consultant pour appuyer à l'élaboration du guide pratique ;

- La mise en place d'une base de données socio-économiques :
  - -Conception d'une structure de base de données ;
  - - Validation des fiches de collecte des données avec les ministères sectoriels ;
  - -Collecte des données dans les ministères sectoriels ;
  - -Validation de la base de données ;
  - -Elaboration du manuel d'utilisation de la base de données ;
  - -Organisation d'une formation-action sur la base de données.

B) Activités en cours de réalisation

- L'élaboration de la lettre de politique nationale de renforcement des capacités et la version finale a été transmise au Ministère du Tutelle ;

- L'élaboration de la stratégie nationale de renforcement des capacités et le document est en cours de finalisation avec son plan d'actions prioritaires ;

- L'élaboration d'une stratégie nationale de communication pour le renforcement des capacités au Burundi .Le consultant qui devait être recruté pour appuyer le comité technique de suivi du processus est déjà à l'œuvre ;

- La réalisation d'une partie sur l'environnement démographique concernant la démographie, la santé et l'éducation ;

- La préparation d'une retraite gouvernementale sur la planification stratégique et la gestion axée sur les résultats prévu entre fin Août et début septembre 2012 à l'intérieur du pays. Notons que le lieu reste à préciser.



II.2. Direction Générale des Programmes de Développement et de Reconstruction.

A) ***Activités déjà réalisées:***

- L'évaluation des Projets et Programmes inscrits au Programme d'Investissements Publics « PIP 2011 » en vue de produire un Rapport National ;
- L'élaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme dans les Ministères sectoriels ;
- La Participation à l'élaboration du Plan National d'Investissement Agricole « PNIA » ;
- La préparation d'une Déclaration du Gouvernement du Burundi prononcée par le Ministre des Finances et de la Planification du développement Economique lors de la Conférence de la Table Ronde des Bailleurs qui a eu lieu à Bujumbura du 14 au 15 mars 2012 pour financer le PENIA. Cette déclaration prévoie une augmentation constante annuelle de 8% du budget alloué au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de 2012 à 2017. Soit un budget de 45 989 Milliards en 2012 ; 49 668 Milliards en 2013 ; 53 642 Milliards en 2014 ; 57 932 Milliards en 2015 ; 62 567 Milliards en 2016 et 67 572 milliards en 2017 ;
- La préparation du Programme d'Actions Prioritaires du CSLP II en vue de la programmation de financements extérieurs provisoires de l'ordre de 1 500 609 Millions de Francs Burundais pour la période allant de 2012 à 2015. Soit 375 614 Millions Fbu en 2013 ; 575 395 Millions Fbu en 2014 et 549 600 Millions Fbu en 2015 ;
- L'analyse du rapport annuel 2011 et adoption du plan d'actions et budget annuel 2012 du Fonds de Soutien à l'Investissement Privé « FOSIP » ;
- Le recrutement de nouveaux cadres chargés de la promotion des exportations, de la promotion des investissements et de la



Communication, des réformes et du développement du capital humain, de l'assistance aux investisseurs ;

- L'identification de tous les projets et programmes des ministères techniques ainsi que les conventions de financements respectives ;
- La Collecte des données sur les engagements et les déboursements des bailleurs de fonds dans les projets et programmes qui bénéficient des financements de la part des partenaires au développement du Burundi.
- La Production d'un rapport national 2008-2010 sur l'évaluation des décaissements des projets et programmes de mise en œuvre des stratégies nationales de développement. Ce rapport a été transmis par le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique à tous les Ministres et à toutes les Institutions pour commentaires avant sa présentation prochaine aux partenaires du développement pour analyse et adoption ;
- La participation à la mission (Libreville au Gabon) d'élaboration du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) dans le cadre du Plan Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) du NEPAD. Le rapport y relatif a été produit et transmis en copie au SGG ;
- Le suivi de la Déclaration du Gouvernement du Burundi prononcée par le Ministre des Finances et de la Planification du développement Economique lors de la Conférence de la Table Ronde des Bailleurs sur le PNIA qui a eu lieu à Bujumbura du 14 au 15 mars 2012. Cette déclaration prévoie une augmentation constante annuelle de 8% du budget alloué au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de 2012 à 2017 ;
- L'assuré un suivi régulier de clôture du Programme de Relance de Développement du Monde Rural « PRDMR » et la mise en œuvre des Projets tels que le Programme Transitoire de reconstruction Post Conflit « PTRPC », le Programme Multisectoriel de Reconstruction Socio-économique « PMRSE » et le Projet d'Appui au Programme de création d'Emplois « PAPCE ».



B) Activités en cours de réalisation

- L'élaboration du rapport d'évaluation financière des Projets et programmes de Développement (le rapport est en cours de finalisation) ;
- L'élaboration du Programme d'Investissement Public (PIP 2013-2015). Le rapport y relatif est en cours de finalisation pour alimenter le projet de la Loi des Finances de l'exercice 2013 ;
- La coordination de la préparation du Programme d'Actions Prioritaires (PAP) du CSLP II. Le rapport y relatif est en cours de finalisation.

II.3. Gestion des Finances Publiques

Les grandes réalisations ont porté sur :

- la mobilisation des ressources intérieures et extérieures pour financer les politiques publiques.
- Le suivi régulier de la construction de l'immeuble du Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique en construction. Cet immeuble de sept niveaux est en cours de finalisation sur financement de 9,9 millions de dollars américains par la Banque Mondiale et 10 milliards de FBU par l'Etat du Burundi. Il est prévu que le bulding sera abrité à partir du mois de janvier 2013 ;
- L'exécution du Budget du Ministère est répartie sur les grandes rubriques suivantes :

  Pour les salaires du personnel, sur un crédit de 279 669 095 269 Fbu prévus sur toute l'année, le Ministère a dépensé seulement 133 732 517 204 Fbu, soit un taux de 47,8% , mais les anales ne sont pas inclus ;



Pour les biens et services, sur crédit de 98 402 983 195Fbu, seulement 49 439 764 862 Fbu ont été dépensés, soit un taux de 51,67% ;

Frais de transfert, subventions, subsides et exonérations, sur un crédit de 181 134 972 579Fbu prévus sur toute l'année, 79 531 849 088 Fbu ont été consommés, soit un taux de 44, 5%.

II.4. Secteur des Marches Publics

Les réformes en passation des marchés ont été concrétisées par la promulgation du nouveau Code des Marchés Publics en février 2008 et dont la mise en application effective a commencé en octobre 2008. Les réalisations du 1er semestre 2012 prouvent à suffisance que le nouveau code est de plus en plus assimilé par les utilisateurs. En effet, les autorités contractantes au niveau de la passation, la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics pour ce qui est du contrôle à priori et à posteriori et l'Autorité de Régulation en ce qui concerne la régulation des marchés sont actuellement bien rodés.

A .Les dossiers traités dans le cadre de la supervision des activités des commissions spécialisées et de la commission de suivi de l'exécution des marchés par le comité permanent, sont notamment :

1) 388 Dossiers d'Appel d'Offre (DAO) contrôlés et autorisés l'enregistrement sont répartis comme suit :
   - 258 DAO de marchés de fournitures ;
   - 73 DAO de marchés de travaux ;
   - 54 DAO de marchés de services ;
2) Analysé et donné suite aux demandes de non objection pour l'attribution ou la relance de :

   - 198 dossiers en rapport avec les marchés de fourniture ;
   - 39 dossiers en rapport avec les marchés de travaux ;



- 31 dossiers en rapport avec les marchés de services ;

3) 327 contrats (lettres de commandes) visés et envoyés au Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique pour approbation ;

4) Des observateurs ont été envoyés à l'ouverture de 176 marchés ;

5) Des observateurs ont été envoyés aux séances de réception et approuvé les procès-verbaux y relatifs pour 105 marchés.

B .Le contrôle a posteriori a été effectué auprès des Autorités Contractantes suivantes :

1) Ministère de l'Intérieur ;
2) Ministère de la jeunesse, des Sports et de la culture ;
3) OTB ;
4) Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
5) Régie des œuvres Universitaires ;
6) Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique ;
7) Ecole Normale Supérieure (ENS).

Les rapports y relatifs ont été transmis aux Autorités Contractantes concernées et certaines d'entre elles y ont réagi.

c. problèmes rencontrés

Certaines Autorités Contractantes n'ont pas respecté la lettre-circulaire qui leur demandait de transmettre tous les DAO avant fin Mai 2012, ce qui pourra aussi se répercuter sur la période de transmission des rapports d'attribution provisoire des marchés y relatifs alors que cela est à clôturer à fin Septembre 2012 conformément aussi à cette circulaire ;



La DNCMP constate que certains rapports d'analyse et de propositions d'attributions provisoires lui sont transmis par les Autorités Contractantes avec un plus ou moins grand retard, ce qui a un impact négatif sur la validité des offres.

De même, ces rapports comportent des lacunes : absence de P.V d'ouverture, offres originales non paraphées, évaluations qui ne tiennent pas compte des critères d'évaluation inscrits dans le DAO, PV d'attribution provisoire non approuvés par les Personnes Responsables des Marchés Publics ;

D. Recommandations

Même si la DNCMP constate une nette amélioration dans l'application du Code des Marchés Publics par rapport aux exercices antérieurs, elle recommande ce qui suit afin de garantir la mise en application effective du Code des Marchés Publics :

- Disponibiliser les moyens matériels et humains suffisants pour améliorer les conditions de travail ;
- Assurer une formation continue sur le Code des Marchés Publics pour assurer l'efficacité dans la chaîne de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics (Cellules de Gestion des Marchés Publics, DNCMP, ARMP) ;
- Réaction des Autorités Contractantes dans les délais sur les rapports préliminaires de contrôle a posteriori leur transmis pour avis avant leur publication ;
- Retoucher le Code des Marchés Publics et ses textes d'application ;
- Retoucher les DAO-types.



II.5. L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
L'ARMP a mis en œuvre les actions suivantes du 1er semestre:

- ✓ 72 cas de recours au niveau de règlement des différends ont été traités par le Comité de Règlements des Différends. Certains recours ont été dirigés contre :

  - Les décisions de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics ;
  - Les décisions d'attribution des marchés par les Cellules de Gestion des Marchés Publics ou par les Autorités Contractantes ;
  - La procédure de préparation ou de publication des appels d'offres ;
  - Les dispositions jugées discriminatoires par les candidats ;
  - Les résultats d'analyse des offres ;

- ✓ D'autres recours sont relatifs au mécanisme de gestion des contrats, notamment à :

  - o La question de mauvaise exécution des contrats ;
  - o La question de mauvaise exécution des contrats ;
  - o La question relative aux avenants ou aux travaux supplémentaires accomplis aux mépris des formalités requises ;
  - o La question relative à la résiliation des contrats.

- ✓ Au niveau de la formation, l'ARMP a assuré la formation en passation et gestion des marchés publics à l'endroit de la CGMP de la Deuxième Vice-présidence (en mars 2012) et des membres des CGMP des communes de CIBITOKE (du 20 au 22 mars 2012) ;

- ✓ Concernant le volet des statistiques et la documentation, la Direction en charge des statistiques et de la documentation a continué à collecter les données statistiques sur la passation des marchés conclus au cours des années 2009, 2010 et 2011, elle a



également procédé à l'élaboration d'un plan de classement et d'un guide pour la documentation ;

- ✓ L'élaboration d'un guide pratique de passation des marchés publics pour les communes de la Province de Cibitoke par un consultant délégué par la CTB/PADLPC de Cibitoke ;
- ✓ Au niveau de la sensibilisation et d'interpellation, l'ARMP a adressé une lettre circulaire à toutes les Autorités Contractantes pour leur rappeler d'appliquer le Code des Marchés Publics pour les marchés qu'elles passent.
- ✓ Au niveau de la formation, la direction technique chargée de la Formation et des Appuis Techniques a assuré les formations suivantes :

1. La formation des membres de la Cellule de Gestion des Marchés Publics du Service National des Renseignements. Elle a eu lieu du 7 au 11 mai 2012. Au total, 25 membres de cette Cellule ont été formés ;
2. La formation de nouveaux des membres de la Cellule de Gestion des Marchés Publics d'Air Burundi. L'ARMP a répondu favorablement et la formation a été animée du 21 au 25 mai 2012. Au total, sept (70) participants ont pris part à la formation ;

- ✓ Participation à la validation d'une étude de mise en place d'un cadre légal de Partenariat Public Privé. Cette étude avait été commanditée par le PAGE.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Des projets à réaliser si moyens financiers sont disponibles :

- Audit du système de passation des marchés publics ;
- Mise à jour des documents types (DAO) ;



- Mise en place d'un code de sanctions ;
- Mise en place d'un journal officiel des marchés publics ;
- Mise en place d'un site web des marchés publics ;
- Formation de tous les administrateurs communaux en passation et gestion des marchés publics.

II.6. Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU)

Au cours de ce premier semestre, l'ISTEEBU a réalisé les activités suivantes :

- La poursuite de la rédaction d'un manuel des concepts et définitions statistiques;
- La réunion avec le PNUD et l'UNICEF pour arrêter les stratégies nécessaires à la mise à jour de la Base de données BurundInfo ;
- La réunion avec l'expert du SIG sur l'intégration des données issues de l'Enquête Agricole ;
- L'élaboration d'un draft du document du projet de programme d'activités de l'année 2012 pour le SSN ;
- La poursuite de l'élaboration et de la rédaction des manuels de procédure et outils d'exécution de la collecte des données statistiques;
- La Poursuite de l'élaboration des métadonnées des sous-produits statistiques des différents secteurs ;
- La poursuite de la préparation de l'enquête permanente auprès des Ménages ;
- L'élaboration d'un document de mise en œuvre du projet d'informatisation des frontières financé par le PNUD ;



- La préparation de l'enquête de prévalence du paludisme ;
- L'actualisation des outils de collecte de données pour l'Annuaire des Statistiques Agricoles ;
- La validation des données du PCI Août 2011 et Septembre 2011 ;
- La validation des produits communs pour les mois de Juillet, Septembre, Octobre et Décembre 2011;
- L'actualisation du répertoire des entreprises;
- La retraite sur les comptes nationaux 2009 : Production des résultats provisoires ;

Au niveau de la garanti de la gouvernance du Système statistique national (SSN), les activités réalisées :

- La participation à la 25ème réunion du Comité de Direction d'AFRISTAT ;
- La participation à la 32ème Session du Conseil d'Administration de l'IFORD ;

Au niveau du développement du système de production et de l'amélioration de la qualité, la fiabilité et la régularité des données statistiques du SSN du Burundi, la méthodologie et la formation faites sont les suivantes :

- La recherche documentaire sur l'élaboration des indicateurs des sous-produits statistiques sectoriels ;
- La poursuite de la rédaction des outils méthodologiques pour l'élaboration statistique ;
- La poursuite de la rédaction d'un manuel des concepts et définitions statistiques;
- Le Séminaire de formation sur les statistiques du genre ;
- La poursuite de la préparation de l'Enquête Permanente auprès des Ménages (ECVMBU) ;



- La confection de la Note de Conjoncture du 4ème trimestre 2011;
- La Poursuite de la rédaction des Métadonnées des indicateurs de suivi du CSLPII ;
- La poursuite de l'élaboration d'un Atlas des infrastructures à partir de la base cartographique du RGPH 2008 ;
- Le projet d'exploitation des données des registres d'Etat-civil ;
- L'identification des statistiques de base nécessaires pour entamer l'interpolation des comptes nationaux de 1999 à 2004.

Quant au développement du système statistique décentralisé :

- Le Produit des outils de travail (questionnaires prix à la consommation des ménages) pour les Bureaux Provinciaux.

Concernant la Capacités Ressources Humaines, Logistiques, Financières développées :

- Le traitement des salaires et de ses accessoires mais il manque d'assistance de la part de l'INFOSYS du programme salarial à sa surveillance ;

Approvisionnement trimestriel des bureaux provinciaux :

- L'achat et distribution du matériel d'usage courant ;
- Le déplacement du personnel pour les activités de collecte des données statistiques.



II.7. Agence burundaise de Promotion des Investissements (API)

L'API a mis en œuvre les activités suivantes au cours du 1er semestre:

- L'adaptation du Plan d'action du service « PROMEX » 2012 ;
- La conception et rédaction du plan d'actions de développement des investissements et exportations dans les filières agricoles ;
- L'élaboration des Termes de Référence pour une étude d'identification des produits phares éligibles au plan AGOA ;
- La rédaction du rapport préliminaire Doing Business 2013 ;
- La suivi et résolution des difficultés liées au fonctionnement du Guichet unique pour la création d'entreprise ;
- La mise en place d'un projet de communication sur la création d'entreprise et la sensibilisation des réformes doing business au Burundi ;
- Le Projet de présentation des missions et des réalisations de l'API dans la revue officielle lors de la commémoration du 50ème Anniversaire de l'indépendance du Burundi ;
- Le projet d'amendement et de validation du guide de l'investisseur (Contenu et Photo) ;
- L'appui à la création de 165 nouvelles entreprises ;
- La réception et analyse de dossiers de demande des avantages du code des investissements : 11 certificats ont été octroyés
- La réflexion sur le projet de création des zones Economiques Spéciales au Burundi ;
- Le recrutement de quinze nouveaux employés ;
- L'acquisition des outils de travail (équipements de bureaux) pour le personnel nouvellement recruté.



II. 8. Institut Supérieur de Gestion Economique (ISGE)

Activités déjà réalisées

- L'atelier de validation du programme révisé de l'ISGE par un Consultant International avec comme participation de tous les parties prenantes (Experts, professeurs, chefs d'entreprises, autres universités et représentants du Ministère de tutelle à l'Hôtel GAHAHE, le 13 janvier 2012);
- Le lancement de l'année académique : le 13 février 2012 pour le programme jour et 20 février 2012 pour le programme soir;
- La formation du personnel chargé de la gestion sur les nouveaux logiciels de comptabilité, budget et trésorerie achetés chez ASSYST et Logiciel de Gestion des étudiants chez Star system ;
- Le recrutement d'un nouveau personnel d'appui composé des cadres et collaborateurs ;
- La signature de la convention de financement entre le projet PSD, ISGE et OPC pour former les futurs professionnels comptables réputés sur le plan international ;
- La validation par le Conseil d'Administration le projet des statuts révisé de l'ISGE et qui a été transmis au Ministère de tutelle pour transmission Conseil des Ministres ;
- Le déménagement vers un nouveau siège dans le Building chez NYOGOZI, Il faut doter de ses propres infrastructures pour qu'il y ait sa visibilité mais aussi qu'il accueille plusieurs étudiants et permettre les conditions de travail sain ;
- La transmission des statuts pour le Conseil des Ministres ;
- L'ouverture solennelle de l'année académique et anniversaire de 25 ans ;



- L'adhésion de l'ISGE comme membre à part entière du Conseil interuniversitaire de la sous région ;
- L'organisation des examens du premier semestre (management, méthodes quantitatives, initiation a la comptabilité, info1, comptabilité analytique) ;
- La passation des épreuves de l'INTEC de Paris ;
- Le recrutement d'un bibliothécaire ;
- La proposition de la cellule de passation des marchés publics.

II.9. Agence de Contrôle et de Régulation des Assurances (ARCA)

A) Activités déjà réalisées :

- La mise à la disposition d'une assistance d'un Expert Consultant en assurances par la Banque Mondiale pour une durée de deux ans sur demande du Gouvernement, pour aider à son démarrage effectif ;
- L'analyse des données statistiques collectées auprès des sociétés d'assurance pour élaborer l'état des lieux du marché des assurances ;
- L'élaboration des projets de textes définissant le cadre légal et réglementaire de l'exercice de l'activité d'assurance à savoir les projets de Code des Assurances, de Décret mettant sur pied l'ARCA, ainsi que celui du Plan comptable applicable aux sociétés d'assurance ;
- L'adoption des tarifs d'assurance automobile au niveau de la sinistralité du secteur ;
- L'actualisation des termes de référence pour le recrutement du personnel afin de lancer le processus de sélection une fois que le décret sera promulgué ;



- Le recrutement deux experts comptables dans le cadre du projet de Plan Comptable spécifique aux compagnies d'assurances. Ces experts participeront aux travaux de l'atelier et formeront les comptables du secteur pour les familiariser avec le nouveau système comptable.

Dans la mise en place du cadre légal et règlementaire de l'exercice de l'activité d'assurance, autres activités ont été réalisées :

- Le projet de décret portant organisation et fonctionnement de l'ARCA a été signé par le Président de la République le 15 mai 2012 et porte le n° 100/150 ;

Au niveau de la préparation du recrutement du personnel de l'ARCA, plusieurs activités ont été faites notamment :

- L'élaboration du projet de barèmes salariaux du personnel de l'ARCA ;
- Des TDs pour le recrutement du personnel de l'ARCA ont été préparés et finalisés. Actuellement on est entrain de faire le suivi auprès du Projet PAGE qui l'a envoyé à la Banque Mondiale pour non- objection ;

Quant à l'état des lieux de l'industrie d'assurances au Burundi, l'activité réalisée :

- L'élaboration de la mouture définitive de l'état des lieux de l'industrie d'assurances du Burundi sur base des données collectées dans les compagnies d'assurance.

B).Activités en cours de réalisation :

- Le projet de Code des Assurances a été transmis au Gouvernement pour dépôt au Parlement ;
- Le Projet de Plan Comptable des Assurances du Burundi est en cours de finalisation ;
- Le Projet de Manuel des procédures est en cours d'élaboration.



B) .Perspectives d'avenir

Pour préparer le démarrage effectif des activités, le second semestre 2012 sera réservé aux activités ci- dessous :

- Le recrutement du personnel ;
- L'élaboration du Règlement d'ordre intérieur de l'ARCA et du Statut du personnel ;
- Le suivi du Projet de Code des Assurances déposé au Gouvernement pour acheminement au Parlement et promulgation ;
- La transmission du Projet de Plan Comptable des Assurances au Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique et son suivi pour signature d'une Ordonnance Ministérielle ;
- La formation des cadres techniques de l'ARCA ;
- L'élaboration du tarif technique de la branche automobile.
- L'élaboration des projets de textes d'application du Code des Assurances.

Conclusion

Ces quelques réalisations du 1er semestre 2012 montrent à suffisance que l'ARCA n'a pas encore démarré ses activités de façon effective même si le décret portant organisation et fonctionnement de l'ARCA a été signé, étant donné que la loi des assurances n'est pas encore mise en place. Par ailleurs l'ARCA ne dispose pas d'un personnel pour pouvoir assumer sa mission de supervision des assurances.



II.10. Office Burundais des Recettes (OBR)

A) activités déjà réalisés

La première section donne une indication des recettes perçues au cours de la période sous analyse en comparaison aux prévisions et aux recettes perçues au cours de la même période de l'année précédente.

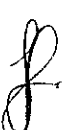
- Les recettes collectées au cours de ce premier semestre 2012 n'atteignent pas celles prévues d'un montant de 11,79 milliards de FBU, soit un manque de 4% ;
- Les recettes du premier semestre 2012 dépassent celles de la même période de l'année précédente d'une somme de 19,91 milliards de FBU, ce qui représente une augmentation de 8,28%.

La deuxième section présente les principales réalisations faites par les Commissariats opérationnels (le Commissariat des Taxes Internes et Recettes Non-Fiscales, le Commissariat des Douanes, ainsi que le Commissariat des Enquêtes et Suivi de la Réglementation).
Les activités suivantes ont marqué le semestre :

- La Poursuite des tests de validation en « Quality et Production » sur le fonctionnement des différents écrans de SIGTAS et l'exécution des rapports ;
- L'état des lieux des contribuables connus du Bureau des Petits et Moyens Contribuables pour poursuivre les contribuables défaillants ;
- L'élargissement du tissu fiscal en Obliger ces fournisseurs non identifiés de se faire immatriculer ;
- L'élargissement du nombre d'assujettis à la TVA et proposition au contrôle d'urgence des assujettis ou redevables qui n'ont jamais déclaré ni payé la TVA ;



- La préparation d'un plan de recouvrement mensuel, par centre fiscal, société à participation publique et faire le suivi hebdomadaire ;
- L'application de la déclaration électronique simplifiée aux postes frontière déjà informatisés;
- La préparation et la signature d'un Mémorandum d'Entente entre l'Office Burundais des Recettes et l'Office tanzanien des recettes sur les opérations de surveillance conjointe du poste frontière de Kobero / Kabanga ;
- Le suivi des travaux de préparation de la construction du Poste Frontière à Arrêt Unique à Kobero / Kabanga;
- L'ouverture du bureau de dédouanement à Rumonge ;
- La mise en place des instances de gestion du projet de SYDONIA WORLD;
- La poursuite de la préparation de l'application de la sélectivité ;
- Le renouvellement de l'agrément des véhicules destinés au transport des marchandises sous douane ;
- Les enquêtes sur la régularité des déclarations et paiements relatifs aux impôts sur les salaires, les gratifications, les primes de bilan, de fidélité ainsi que sur les émoluments ;
- Les enquêtes sur la régularité des déclarations et sur la facturation de la TVA ;
- Finalisation des projets de loi sur l'impôt direct, la TVA, etc ;
- La réouverture du bureau de dédouanement à Makamba ;
- Le suivi du processus de ratification de l'Accord Bilatéral entre le Gouvernement du Burundi et le Gouvernement du Rwanda pour la création et l'exploitation d'un poste Frontière à Arrêt Unique à Gasenyi I - Nemba;



- L'élaboration d'un projet de la liste commune des produits qui font objet du commerce transfrontalier entre le Burundi et la Tanzanie;
- Le travail de mise à jour sur le système harmonisé version 2012 et organisation des séances de sensibilisation du personnel des douanes et des enquêtes sur le système harmonisé version 2012;
- Les enquêtes sur la régularité des déclarations de l'IPR, de l'IR, de l'IM et de la TVA ;
- Les' enquêtes sur les marchandises non dédouanées (Calcul des droits et taxes à payer) ;
- Le projet d'ordonnance sur la Propriété industrielle déjà transmis ;
- Les projets de lois relatifs aux impôts directs et aux procédures fiscales déjà retransmis dans le cadre du processus en cours de réforme de ces deux textes de lois;
- La finalisation du plan d'affaires de l'OBR pour 5 ans et a été posté sur le Site Web de l'OBR ;

B) Activités en cours de réalisation

- Quant à la révision des droits d'accises, la loi n°1 /18 du 29 juin 2012 portant fixation du Budget Général révisé a tenu compte des dispositions relatives aux droits d'accises. On compte les intégrer également dans la loi des finances 2013 ;
- La révision de Code Général des Impôts et Taxes a été faite, Le projet de loi a été transmis à la 2ème Vice-présidence pour programmation au Conseil des Ministres.
- Dans le cadre de combattre la corruption, la fraude et les pratiques d'évasion fiscale :

    1.Au niveau central, 35 cas de fraudes détectés dont 10 cas ont été transmis aux instances compétentes pour la poursuite en justice. 25 cas qui restant ont été résolus ;



2. Au niveau des frontières, 652 cas de fraudes ont été détectés et résolus ;

3. Aux impôts, 23 cas de fraudes détectés et résolus sur l'I.P.R (Impôts Professionnel sur les Revenus) ,10 cas de fraudes sur la T.V.A ont été détectés dont un seul cas a été transmis aux instances compétentes pour la justice.

III. ACTIVITES REALISEES PAR LES PROJETS SOUS TUTELLE DU MINISTERE.

III.1. Programme Transitoire de Reconstruction Post- Conflit (PTRPC)

Les activités réalisées au cours du premier semestre 2012 par le projet PTRPC se réfèrent aux actions inscrites dans le programme de travail et budget 2012 approuvé par le Comité Technique et le FIDA.

- La formation sur l'organisation des producteurs, à ce nouveau une grande partie de ces actions qui ont été réalisées, concerne le renforcement des capacités des relais collinaires, des usagers des marais, des organisations paysannes et des comités d'eau et des pistes. L'accompagnement et le renforcement des structures communautaires dans la mise en œuvre des activités appuyées par le PTRPC ont été confiés à l'ONG ACORD ;
- Les autres activités relatives à cette formation ont été réalisées .Ces dernières sont axées sur la clinique juridique, la formation et l'information juridique, l'assistance financière aux justiciables les plus vulnérables et les descentes des juges ;
- L'octroi des microcrédits à des groupes solidaires dans le cadre de renforcer la position sociale et économique des femmes rurales pauvres ;
- L'évaluation des activités de l'appui légal réalisées en 2011 ;



- Concernant l'appui à la production des semences et plans, les activités réalisées sont :
  - L'installation d'un parc à bois manioc ;
  - La distribution des plants de palmier à huile.
- L'aménagement des bassins versants requièrent la production des plans agro- forestiers et forestiers en pépinières, leur plantation sur les courbes de niveau ou sur les collines dénudés, le piquetage, le creusement des fossés de LAE et la plantation des herbes fixatrices sur les courbes de niveau, le taux de distribution des plans produits pour les plans agro-forestiers en pépinières est de 98 ,9% ;
- La mise en place des champs école paysans et le système de riziculture intensive SRI a été vulgarisée ;
- L'élaboration des plans de réhabilitation des ponts sur la route Rushubi- Ruhinga ;
- La protection de la réserve naturelle de la Rusizi. A ce niveau l'installation électrique a été réalisée dans les bâtiments du poste d'entrée dans la Réserve de la Rusizi et cela sur financement du PTRPC. En outre le contrat pour les travaux de construction de trois miradors dans la reserve naturelle de la Rusizi a été signé avec l'entreprise BCGTRAC pour un montant de 22. 389279 FBU incluant la TVA de 3.415314 FBU.



III.2 Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED (CELON 10ème FED)

Au chapitre des réalisations du 1ER semestre de l'exercice 2012, activités réalisées sont centrées autour des trois résultats escomptés de la CELON 10ème FED :

Pour les activités en rapport avec le résultat 1. « Appui aux capacités de la CELON », deux activités ont été réalisées :

1. L'appui au fonctionnement des Logiciels TOMATE : une formation/recyclage sous TECPRO en faveur des cadres et agents de la CELON et de tous les projets FED sur les logiciels Tomate a été organisée courant janvier 2012 dans la continuité de celles (TOMMARCHE, TOMON et TOMFED) qui s'étaient déroulées en novembre 2011 pendant la période de mise en œuvre du devis-programme de démarrage ;

2. L'assurance de l'archivage physique des projets et programmes. A ce nouveau, l'archivage des documents des Projets et Programmes est assuré sur une base régulière. Toutefois, le transfert probable de la CELON vers le nouveau bâtiment du Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique a fait qu'on ait sursis à la location du nouveau local identifié lors du DPO pour servir de salle d'archivage en complément de celle déjà exploitée.

S'agissant des activités afférentes au résultat 2: « Appui à l'Ordonnateur National (ON) dans sa fonction stratégique », trois activités ont été réalisées :

1. Participer aux étapes d'identification, de formulation et de suivi-évaluation des projets FED : la CELON a participé aux étapes d'identification, de formulation et de suivi-évaluation des projets FED. Dans cette rubrique, les DTA et les FA de 4 Projets : la FCTII-10ème FED, le PROSANUT, INITIATIVE OMD1c et FABRICE sont déjà finalisées bien que les projets en question n'ont pas encore démarré ;



2. Assurer le suivi de la gestion administrative, financière et technique des projets FED : par rapport à cette activité, il importe de signaler que des réunions bimensuelles de suivi des projets OSCAR, PABG, PPCDR et AMAGARA MEZA sont régulièrement tenues pour s'enquérir de l'état d'avancement de ces derniers et proposer des voies de sortie pour les différentes contraintes rencontrées. De même, des réunions mensuelles sont également tenues avec les projets exécutés par le PNUD, l'UNICEF et la FAO, via les conventions de contribution, dans les villages ruraux intégrés de Makamba, Bururi et Rutana ;

3. Evaluer les possibilités du transfert de la CELON vers le nouveau bâtiment du Ministère des Finances : un inventaire des besoins en termes de bureaux et autres espaces de travail pour la CELON a été fait et une demande a été adressée à l'Ordonnateur National. Il importe de signaler ici qu'une fois le déménagement de la CELON décidé par le Gouvernement, l'occupation des nouveaux lieux de travail sera considéré comme sa contribution au fonctionnement de la CELON à hauteur de 77.328.000 BIF de loyers annuels payés actuellement sur les fonds FED. Cette mesure s'inscrit aussi dans le cadre de l'appropriation de la CELON par le Gouvernement.

Quant à l'activité en rapport avec le résultat 3 : « Intensification des échanges avec les structures de coordination des aides », les activités qui suivent ont été réalisées comme suit :

1. Impliquer le CPO Economie de la CELON dans la collecte et la transmission des informations sur les projets FED. Cette activité se déroule normalement. Il est à signaler qu'au cours du mois de mars, la CELON a produit conjointement avec la DUE un rapport annuel conjoint de la mise en œuvre du Programme Indicatif National (10ème FED) ainsi que la Revue de Fin de Parcours du 10ème FED ;

2. Assurer l'harmonisation et le bon alignement des Projets FED par rapport au CSLP 2 ;



3. Participer régulièrement aux réunions sectorielles ;
4. Définir et mettre en place une stratégie de communication des projets FED : Les termes de référence d'un expert international qui définira cette stratégie sont déjà élaborés et communiqués par l'ON à la DUE. Il est en effet prévu que le consultant définira les ressources matérielles et humaines nécessaires pour la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de communication adoptée.

III.3. Projet d'Appui au Programme de Création d'Emplois (PAPCE)

Les activités menées par ce projet ont porté essentiellement sur :

- le suivi des travaux de pavage à Ngozi (première phase). Le taux d'exécution est estimé à 99,5% ;
- la préparation du démarrage des travaux de la phase II du projet ;
- le démarrage des études techniques pour les six écoles primaires prévues dans les provinces de KAYANZA et NGOZI ;
- le démarrage des études pour les travaux d'aménagement des bassins versants et de reboisement des crêtes dans les provinces de Gitega, Ngozi et Kayanza ;
- l'encadrement de la mission de la revue à mi-parcours du projet.



III.4. Projet Multisectoriel de réinsertion socio-économique (PMRSE)

Les activités réalisées par PMRSE sont les suivantes :

- La réception provisoire technique des travaux de construction des Centres d'Enseignement de Buyenzi en Marie de Bujumbura et de Rumonge en Commune Rumonge ;
- L'évaluation des offres sur le marché de fourniture des équipements aux centres d'Enseignement des Métiers de Buyenzi et Rumonge ;
- Le suivi du processus de recrutement du consultant pour la mission d'évaluation des impacts du projet Multisectoriel de réinsertion socio-économique ;
- L'élaboration du DAO sur la fourniture de matériel pour l'enlèvement des ordures ménagères ;
- La préparation de la mission de supervision et de clôture du projet.

III.5 : projet de développement des secteurs financier et Privé (PSD)

1. <u>Information générale sur le projet</u>

- Budget du projet : 27 million de $US
- Bailleur de fonds : BANQUE MONDIALE
- Date début du projet : 10 avril 2010 (date approbation PPF)
- Date de clôture du projet : 28 février 2014

Un don de 19 millions de dollars américains (accord de don signé le 16 février 2010) a été accordé au Gouvernement Burundais par l'IDA pour financer les activités du Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé-PSD.



Un autre don additionnel de 8 millions de $US (accord de don signé le 4 mai 2011) a été accordé au projet PSD dans le cadre de compléter le budget d'informatisation du système de payement de la Banque Centrale de la République du Burundi-BRB et la consolidation des réformes initiées par le Projet d'Appui à la Gestion Economique_ PAGE.

Le budget global du projet PSD est constitué donc de dons pour un montant de 27 millions de $US.

L'objectif global de développement du Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé (PSD) est de renforcer le système financier et d'améliorer l'environnement des affaires au Burundi.

2. Les réalisations

Composante I : appui a la modernisation du secteur financier.

Sous-composante 1 : Renforcement de la supervision des banques commerciales, des établissements financiers et de micro finance.

- Au niveau de l'exécution du contrat du Conseiller BRB (Contrat Pauwels), ce conseiller appui le comité de suivi des réformes de la BRB dans la réalisation de toutes les activités prévues dans les réformes du secteur financier (appui transversal).Le premier contrat d'un consultant recruté pour assister la BRB a été clôturé. Un second contrat a été conclu en février 2012 et durera jusqu'en février 2014 ;

- L'élaboration du Plan de Développement du Marché Financier (PDMF). Un consultant a terminé l'étude de faisabilité et a présenté le projet de Plan de développement du marché financier au Burundi en janvier 2012 .Il reste la mise en œuvre de ce plan qui nécessitera la recherche de financements extérieurs. En outre le Ministre des Finances a envoyé un courrier demandant le financement des activités du Comité National chargé de la mise en œuvre des marchés financiers (environ 50 000 USD).



Sous-composante 2 : Modernisation du système de paiements des banques et Informatisation de la BRB.

- La mise en place d'un système de compensation électronique (ACH) et système de paiement brut de gros montants. Les Cahiers des charges fonctionnels sont disponibles. Il a été décidé d'acquérir une solution hybride qui intègre à la fois la compensation nette et le système de payement de gros montants (ACH/RTGS ;

- L'étude de mise en place du système monétique. Le Cahier des charges a été validé le 28 mai 2012 par les représentants du secteur monétique (ADG et DG des banques). Le DAO monétique est en cours de rédaction ;
- L'élaboration du Cadre légal RTGS et ACH. Le projet de loi sur les systèmes de paiement a été analysé par le Conseil des Ministres en Avril 2012 et une commission restreinte des ministres a été chargé de relire le texte. Une fois promulgué, le Consultant devra élaborer les textes d'application ;

- Le cadre Monétique et Mobile banking Un consultant chargé d'élaboré le cadre légal de la monétique et du Mobile Banking a proposé des amendements à la loi bancaire pour permettre aux structures non bancaires de fournir des moyens de paiement ;
- L'aménagement de Salles informatiques à la BRB (Data Center) ;
- L'informatisation Interne et externe de la BRB (IT infrastructures services).



IV. Financements du budget de l'Etat

IV.1. Ressources intérieures

L'OBR a donc collecté 260,26 milliards de FBU pour les six premiers mois de 2012, comparativement à une collecte de 240,35 milliards de FBU réalisé pour les six premiers mois de 2011. Par conséquent, il ya une augmentation d'année en année de 8,28 % en termes nominaux pour ces six premiers mois.

Les chiffres détaillés pour les six premiers mois, montrent des chiffres comparatifs pour 2010 et 2011, s'établissent comme suit:

	2012	2011	2010
Premier Trimestre	145 290 535 530	123 334 513 302	95 051 694 851
Deuxième Trimestre	114 967 913 280	117 011 437 915	77 170 824 341
Cumul	260 258 448 810	240 345 951 217	172 222 519 192



Tableaux montrant les détails des recettes collectées mensuellement du 1er janvier à fin juin 2012

	LF2012	Janvier	Février	Mars	1er Trimestre
Prévisions	545 385 837 267	41 127 403 140	35 353 462 333	62 957 681 463	139 438 546 936
Réalisations		53 737 629 723	36 154 125 237	55 898 780 571	145 790 535 531
Taux		130,7%	102,3%	88,8%	104,6%

	LF2012	Avril 2012	Mai 2012	Juin 2012	2ème trimestre
prévisions	545 385 837 267	49 600 194 985	45 085 611 443	37 733 863 641	132 419 670 069
réalisation		37 101 505 521	36 785 248 407	41 081 159 352	114 967 913 280
Taux		74,8%	81,5%	108,8	86 ,7%

IV.2. Financements Extérieurs

A) Décaissement des Appuis Budgétaires 2012

Dons courants				
	Période de décaissement	Montant(en devise) **USD**	Montant en Fbu	Etat de décaissement pour le 1er semestre 2012
Dons budgétaires pour 2011 et prévus pour le décaissement de 2012				
Norvège	1er trimestre	9 000 000	12 123 000 000	Déjà décaissé au mois d'avril 2012 (2ème trimestre)
Banque Mondiale	1er trimestre	35 000 000	46 808 255 740	Déjà décaissé au mois de février 2012 (1er trimestre)
s/ total			58 623 000 000	



Dons budgétaires prévus en 2012				
BAD Banque Mondiale France	**2ème trimestre** **4ème trimestre** **2ème trimestre**	10 000 000 25000000 862107 Euros	14 200 000 000 36 808 285 710 1 668 714 290	Pas encore décaissés pour tous les trois dons prévus pour 2012
			111 300 000 000	

B) Accords de Financement signés.

- Le conseil d'Administration du FMI a approuvé en faveur du Burundi un nouvel accord de 46,5 millions de dollars au titre de la facilité élargie de Crédits et un décaissement de 1,6 millions de dollars le 8 février2012 ;

- L'accord de financement de 5.040.000 CHF (Franc suisse), signé le 28 février 2012 dans le cadre de Programme d'Appui à la décentralisation Burundi (Phase III) entre le Gouvernement de la Confédération Suisse représenté par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et le Gouvernement du Burundi représenté par le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique;

- L'accord de Don de 150 millions de Yen Japonais pour le Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés entre l'Agence Japonaise de Coopération Internationale représenté par l'ambassadeur du Japon et le Gouvernement du Burundi représenté par le Ministre des Relations extérieurs et de la Coopération Internationale, le 2 mars 2012 ;

- Les tirages effectués au cours de ce trimestre s'élèvent à 2483402362 Fbu et se repartissent comme suit :

    - Fond Africain du Développement pour le projet Multisectoriel Réinsertion pour un montant de 11357, 06 d'euros, soit (24587319 Fbu) et le projet Aménagement du Lac à hauteur 114166,85 mille d'euros, soit (247164038 Fbu) ;



- OFID (The Opec Fund for International Developpement) pour le projet post conflit avec le montant de 159539,61 de dollars américains, soit (219480077 Fbu) ;
- OFID (The Opec Fund for International Developpement) à hauteur de 547450,68 de dollars américains, soit (753132828 Fbu) pour le projet de construction de la route Bubanza-Ntamba ;
- OFID (The Opec Fund for International Developpement) dans le secteur agricole avec un montant de 900 000 de dollars américains, soit (1 229038100 Fbu).

❖ Signature d'une convention entre l'Agence Française de Développement (AFB) et Le Gouvernement du Burundi représenté le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique pour un appui à l'Office du Thé du Burundi (OTB) de 1,2 millions d'Euros pour l'amélioration de la Production et la Valorisation du Thé du Burundais (Vendredi le 4 mai 2012) ;

❖ Signature d'une lettre d'entente entre le Gouvernement du Burundi et les Partenaires Techniques et Financiers ,et l'accord bilatéral entre le Burundi représenté par le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique et la Norvège représenté par l'Ambassadeur de la Norvège basé à Kampala (Auganda) pour le financement du Plan Sectoriel du Développement de l'Education et de la Formation (PSDEF) avec un montant de 121 millions de couronnes norvégiens , soit un montant de 28.314.000.000 FBU (Jeudi le 24 mai 2012) ;

❖ Signature d'un accord de prêt de 8 millions de dollars Américains pour le projet de route BUJUMBURA – NYAMITANGA entre le Gouvernement du Burundi représenté par le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique et l'OFID (The Opec Fund for International Developpement) représenté par son Directeur Général , le 22 avril 2012 ;



- ❖ Signature de trois Dons Additionnels d'un montant de 31.818.182 de dollars américains, soit un montant de 45659091170 FBU : i) Projet de travaux Publics et de Gestion Urbaine, ii) Projet de réseaux de laboratoire de santé Publique de l'Afrique de l'Est et iii) Projet d'Efficacité Energétique entre le Gouvernement du Burundi représenté par le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique et la Banque Mondiale (le jeudi 28 juin 2012).

V. Réformes des finances publiques

Les réformes des Finances Publiques ont été poursuivies et les actions ont été portés sur :

A) Activités déjà réalisés

- ✓ La validation du rapport pré-final sur l'évaluation de la performance de la gestion des finances publiques au Burundi (PEFA) a eu lieu en avril 2012 ;
- ✓ La validation du rapport de la 7ème revue du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) par le Conseil d'Administration du FMI a eu lieu en janvier 2012 ;
- ✓ La validation de la Stratégie Nationale de Renforcement des Capacités a eu lieu en janvier 2012 ;
- ✓ La validation du CSLPII par le Forum Stratégique qui a eu lieu le 19 décembre 2011 et par le Forum politique du 1er février 2012, il est prévu la préparation et l'organisation de la Table Ronde pour rechercher les financements de ce CSLP au mois de septembre 2012 ;
- ✓ L'actualisation des CDMT's sectoriels et lancement du processus d'élaboration du PIP2013-2015;
- ✓ L'organisation d'une réunion du Comité Technique du Cadre de Partenariat entre le Gouvernement du Burundi et les Bailleurs de Fonds (le mardi 22 mai 2012) ;



- ✓ L'ordonnance Ministérielle n° 540/ 761 du 29 mai 2012 portant nomination des Membres du Comité sectoriel de suivi et évaluation au MFPDE.

B) Activités en cours de réalisation

- ✓ Le projet de décret sur la gouvernance budgétaire est encours d'adopté par le Conseil des Ministres ;
- ✓ L'élaboration de la nouvelle stratégie de gestion des finances publiques inspirée par le rapport PEFA a été finalisée. Son adoption en Conseil des Ministres est en cours ;
- ✓ La version finale du Code Général des Impôts et Taxes a été finalisée et sa promulgation est prévue au second semestre 2012 ;
- ✓ La loi sur la TVA est déjà au niveau de la deuxième Vice – Présidence pour programmation au Conseil des Ministres ;
- ✓ Les procédures fiscales et les impôts directs sont en cours de reformulation. Le ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique a mis en place un Comité de validation. Au cours de ce second semestre, ces documents vont être transmis au Conseil des Ministres pour analyse avant d'être transmis au Parlement ;

C) Perspectives d'Avenir

- ✓ L'amélioration du cadre légal et réglementaire de gestion des marchés publics ;



VI. Missions reçues au MFPDE au cours du 1er semestre 2012

- La mission de la Banque Mondiale sur le montage du DARE V ;

- Mission de la Banque Mondiale pour une évaluation des performances en matière de la gestion de la dette à l'aide de l'outil DeMPA(Debt Management Performance), du 09 au 17 avril 2012 ;

- Mission de Madame Rachel Kyte, Vice – Présidente du Réseau Développement à la Banque Mondiale dans le cadre de rencontrer les hautes autorités burundaises afin d'échanger sur les défis majeurs auxquels se heurte le programme de développement Economique Burundais, le 30 janvier 2012 ;

- Mission d ' experts du Groupe de la Banque Africaine pour le Développement (BAD) conduite par Messieurs Michel MALBERT Economiste en chef et Achraf Tarism Economiste Supérieur pour procéder à l' achèvement de la quatrième phase du Programme d'Appui aux Réformes Economique(PARE IV) et de la préparation de la cinquième phase du Programme d'Appui aux Réformes Economique , le25 janvier 2012 ;

- Mission d'experts du FMI pour la consultation de 2012 au titre de l'Article IV et première revue au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), du 28 mai au 8 Juin 2012 ;

- Mission d'assistance Technique du Département des Finances Publiques (FAD) en vue d'assister et de finaliser, à la lumière des résultats définitifs de l'évaluation PEFA 2012, le Projet de stratégie de Gestion des Finances Publiques (SGFP2) et de son Plan d'Actions pour une période 2012- 2014, (du 14 au 25 mai 2012).

